



**Syndicat National Force Ouvrière  
des Finances Publiques  
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839  
29228 BREST CEDEX 2  
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

[fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr)  
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

**Comité technique local du 12 octobre 2021**  
*Déclaration liminaire*

Madame la Présidente,

**Force Ouvrière** rappelle ses revendications et entend bien tout mettre en œuvre pour que les salariés ne supportent pas le coût de la crise sanitaire.

C'est la raison de notre opposition à la réforme de l'Assurance chômage qui n'a d'autre objectif que de réaliser 3 à 4 milliards d'économie qui pénaliseront les plus précaires.

Nous sommes aussi déterminés contre le retour, sous une forme ou une autre, d'une réforme des retraites dont chacun a compris qu'il s'agit de retarder l'âge de départ.

Alors que dans les mois à venir, le coût de l'énergie, l'augmentation des prix des produits alimentaires vont taper dans le porte-monnaie, il y a urgence à augmenter les salaires et les pensions pour assurer également le financement de la sécurité sociale !

Alors que le débat public est déjà occupé par l'élection présidentielle, les surenchères prônant la rigueur budgétaire ne vont pas manquer et notamment à l'encontre des services publics et des fonctionnaires confrontés depuis trop longtemps à l'austérité et son lot de suppressions d'emplois, de restructurations et de baisse du pouvoir d'achat.

Sur le sujet des suppressions d'emplois, la DGFIP a été largement touchée pendant de longues années et elle continue de l'être, avec une nouvelle coupe franche de 1 500 suppressions de postes sur l'année 2022.

Quant aux restructurations, le NRP, ce projet technocratique hors sol, poursuit son inexorable chantier de resserrement du réseau et de déstabilisation des services et des agents.

Pour **F.O.- DGFIP**, cette contre-réforme constitue malheureusement la première vague d'un projet d'ensemble plus vaste visant à polariser notre administration au détriment des services de gestion qui auront survécu au NRP.

A cela, nous pourrions évoquer le rapport GARDETTE dont les préconisations visant à rapprocher le recouvrement fiscal et social sont actuellement dans les tuyaux...mais aussi le rapport BASSERES, inspirateur du nouveau cadre de responsabilisation des

gestionnaires publics ; pour **F.O.- DGFIP**, ces orientations très concrètes constituent bien des menaces à court terme sur le devenir de nos missions....

L'ordre du jour de ce Comité technique local porte principalement sur la deuxième vague du NRP de la DDFIP29, après celle lancée sans complexe par les Directions départementales, dont celle du Finistère, en novembre 2021, en plein second confinement national.

Comme nous le présagions, les effets dévastateurs de cette première lame de restructurations n'ont pas tardé à se faire sentir sur l'ensemble des services impactés et sur les conditions de travail des personnels.

A l'heure où nous parlons, bon nombre de collègues sont à la peine, car il ne suffit pas de décréter le NRP sur le papier pour satisfaire à la commande politique et faire plaisir au Directeur Général, encore faut-il se donner les moyens de soutenir des équipes épuisées et exsangues sur le terrain. !

Force est de constater malheureusement que le plus important pour les technocrates était d'atteindre la cible du NRP, peu importe le chemin emprunté pour y parvenir, peu importe les conséquences d'une géographie revisitée, tellement revisitée, qu'elle n'a même pas de sens sur le plan des enjeux de territoire.

Nul besoin d'être grand clerc pour s'en convaincre...il suffit de contempler les transferts de compétences opérés au niveau des SIP et des SIE, pour s'apercevoir que ce charcutage fiscal répond à bien d'autres considérations que celles consistant à prioriser l'intérêt du service public et des usagers.

Quant à la vitrine de l'accueil de proximité, sur-venu aux élus locaux, qui peut croire que quelques collègues avec leur micro portables dans leur sac à dos et malgré toute leur bonne volonté et leur professionnalisme pourront pallier à la suppression de plus de 1500 Trésoreries sur le territoire national.. ?

Dans la même veine, il faudra beaucoup de courage à nos collègues conseillers aux décideurs locaux et dont la lettre de mission est longue comme le bras, pour trouver leur place entre la marteau de leur Direction et l'enclume de l'élu local...

La réalité c'est que la DGFIP se réduit comme peau de chagrin au niveau de ses effectifs et que cette réforme du NRP est en train de fragiliser comme jamais des équipes épuisées qui ont désormais perdu toute motivation et confiance en leur administration.

Madame la Présidente, les agents sont fatigués, ils n'en peuvent plus d'autant de décisions inconséquentes qui pèsent si lourdement sur leur quotidien professionnel et leurs conditions de travail. Les agents de la DGFIP méritent la plus grande considération, ils ne sont pas des boulons interchangeables que l'on peut utiliser à souhait au gré des réformes incessantes et au mépris de leur technicité !

**F.O.- DGFIP revendique le retrait du NRP, l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations et fermetures de sites. Nous exigeons le maintien de toutes les missions ainsi que de l'ensemble des services avec l'attribution des moyens en personnel nécessaire à l'exercice des missions.**